

Un spectacle navrant

Quel est l'avenir d'une société qui laisse des groupuscules confisquer le débat démocratique?

RICHARD VIGNEAULT

L'auteur est consultant en communication, ancien conseiller de Daniel Johnson et conseiller du gouvernement actuel dans des dossiers ponctuels.

Le droit des élus de s'exprimer serait-il moins important que le droit de manifester ?

J'ai eu l'occasion d'assister hier à un spectacle navrant. Il s'agissait d'un déjeuner causerie du Canadian Club de Montréal dont l'invitée était la présidente du Conseil du Trésor du Québec, madame Monique Jérôme-Forget. Environ 250 personnes s'étaient déplacées pour entendre la ministre. Pourtant, cet événement a été littéralement « hijacké » par une dizaine de manifestants du groupe de pression « J'ai jamais voté pour ça ».

Une minute environ après le début du discours de la ministre, les manifestants qui s'étaient procuré des billets sont bruyamment intervenus dans le but d'empêcher la ministre de poursuivre son allocution. Ils ont réussi. Ce n'est pas la première fois que ce groupe, supporté par des organisations importantes, a recours à l'intimidation pour se faire entendre et

parader devant les médias.

Le droit de manifester l'a une fois de plus emporté sur le droit des personnes présentes d'écouter un discours et sur celui d'une élue légitime de s'exprimer. Dix personnes sans courtoisie, manifestement peu portées sur le respect de la démocratie en ont brimé 250. Je n'ose imaginer le sort d'une personne qui, en désaccord avec l'approche de la coalition « J'ai jamais voté pour ça » irait manifester son opposition de la même manière au cours d'une assemblée des membres de ce groupe ?

Slogans creux

Le siège du gouvernement du Québec se poursuit et également la désinformation délirante véhiculée par les manifestants professionnels à l'effet que Québec vise à privatiser l'ensemble des services publics, à démanteler l'État et à donner aux riches et à retirer aux pauvres. Ces slogans creux qui ne servent qu'à augmenter la participation aux manifestations et souvent à alimenter la caisse de ces groupes conduisent le Québec entier vers l'immobilisme le plus bétonné. Selon la logique de ces groupes, il faudrait non pas réduire les

impôts, mais les augmenter de manière substantielle. Pour eux un dollar public en vaut 10 ! Et après le droit aux garderies, le droit au gel des tarifs des services publics, le droit à la santé et au logement, le droit à l'éducation universelle et gratuite à quand le droit à la gratuité totale, pour ne pas dire totalitaire, si je me fie aux méthodes employées par certains groupes ?

Il existe au Québec un courant qui s'oppose à toute forme de changement. Parmi eux, certaines organisations sont des professionnels de l'opposition et de la manifestation. Une recherche rapide sur Internet m'a permis de conclure qu'un seul groupe souvent dans la rue ces derniers temps a émis en 26 mois 344 communiqués de presse et rappels sur le fil de presse de CNW. Pendant les mêmes 26 mois, le même groupe a organisé 38 manifestations, c'est-à-dire plus d'une par mois et donné 43 conférences de presse. Serait-on en train d'assister au Québec à la naissance d'une industrie de la manifestation ?

Quel est l'avenir d'une société qui laisse des groupuscules confisquer le débat démocratique ?